

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DE L'AIN

COMMUNE DE PEROUGES

ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
N°2026106 du 03 juin 2026
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION
104 chemin de la croisette – 01800 PEROUGES

LE MAIRE DE PEROUGES,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiée et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

Vu le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivant, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28 ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par arrêté interministériel, modifiée et complétée ;

Vu la demande formulée le 04 mai 2026, par la société CIRCET/Bouygues Télécom, représentée par Mme CHKEF Meriem, domicilié 269 avenue lion 83210 Solliès-Pont;

CONSIDERANT que pour permettre l'intervention sur un point de branchement aérien, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE

ARTICLE 1er

La circulation sera temporairement réglementée au « 104 chemin de la croisette » à Pérouges, dans les conditions définies ci-après. Cette réglementation sera applicable à partir du 03 juin 2026, pour une durée de 03 jours.

ARTICLE 2

La circulation sera alternée et la vitesse limitée à 30km/h.

ARTICLE 3

La signalisation au droit et aux abords du chantier sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les travaux et enlevée à la fin des travaux.

Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par arrêté interministériel, modifiée et complétée.

La signalisation de restriction et de protection du chantier est à la charge et sous la responsabilité de la société CIRCET/ Bouygues Télécom.

La sécurité des passants est sous la responsabilité de la société CIRCET/ Bouygues Télécom.

ARTICLE 4

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Le maire,
Le bénéficiaire,
La gendarmerie,
La police municipale,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté

Fait à Pérouges, le 02 juin 2026

Le Maire,



Pour délégation du Maire,

Jean-Luc VIBERT

Nathalie MICOLAS

A Pérouges, le :

2/06/2026